



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 22/12/2020

Reçu en préfecture le 22/12/2020

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20201222-20201221_116D-DE

Préfecture de la Drôme

Cabinet du préfet

Direction des sécurités

**Bureau de l'animation des politiques et
des polices administratives de sécurités**

Réf : CAB/TP

pref-fipd@drome.gouv.fr]

Le préfet

Valence, le **29 OCT. 2020**

à

Mesdames et Messieurs les maires des
communes du département de la
Drôme

Mesdames et Messieurs les
responsables d'établissements
scolaires de la Drôme

Pour information :

Madame et Monsieur les
sous-préfets d'arrondissement

OBJET : Subventions exceptionnelles au titre du FIPD 2020 – Sécurisation des écoles

REFER : Circulaire INTK2023923J en date du 27/10/20

A la suite de l'attaque terroriste commise le 16 octobre 2020 à Saint-Conflans-Sainte-Honorine touchant le ministère de l'Education Nationale, le ministère de l'Intérieur a annoncé l'application de mesures fortes à mettre en œuvre immédiatement.

Aussi, la sécurisation des écoles constitue une priorité à caractère urgent. Afin d'encourager les actions en ce sens, un financement exceptionnel pourra être attribué aux porteurs de projets éligibles souhaitant effectuer des travaux en ce domaine.

J'attire votre attention sur le délai contraint des dépôts des dossiers de demande de subvention. Ces derniers devront être transmis en préfecture au plus tard le mardi 10 novembre 2020 (délai de rigueur). Les dossiers incomplets et adressés hors délai ne pourront être étudiés.

La présente circulaire a pour objet de définir les modalités d'instruction des dossiers.

3 boulevard Vauban
26030 VALENCE CEDEX9
Tél. : 04 75 79 28 00
Mél : prefecture@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

A- Travaux et investissements éligibles

1- Les travaux nécessaires à la sécurisation périmétrique des bâtiments et notamment des accès pour éviter toute tentative d'intrusion malveillante à savoir :

- vidéo-protection : les implantations envisagées par les maîtres d'ouvrage devront impérativement s'intégrer à l'établissement scolaire. Elles seront notamment destinées à couvrir les différents points d'accès névralgiques de celui-ci ;

- portail, barrières, clôture (réalisation ou élévation), porte blindée, interphone, vidéophone, filtres anti-flagrants pour les fenêtres en RDC, barreaudage en RDC.

En revanche, les alarmes incendie, les simples réparations de portes ou serrures, les simples interphones ne sont pas éligibles.

2- Les travaux nécessaires à la sécurisation volumétrique des bâtiments à savoir :

- mise en place d'une alarme spécifique d'alerte « attentat-intrusion » (différente de celle de l'alarme incendie) ;

- mesures destinées à la protection des espaces de confinement (systèmes de blocage des portes, protections balistiques...).

Les programmes de travaux s'appuieront sur les PPMS des écoles ou les diagnostics de sûreté établis par les référents « sûreté » de la police et de la gendarmerie.

B- Porteurs de projets

Les porteurs de projets éligibles sont les collectivités territoriales gestionnaires des établissements publics d'enseignements ainsi que les personnes morales, associations, sociétés ou autres organismes qui gèrent des établissements privés sous contrat ou non.

C- Modalités de financement

Les demandes de subventions seront étudiées au cas par cas et, sur proposition des préfets, pourront aller jusqu'au taux maximum de 80 % du coût hors taxes pour les collectivités territoriales les plus fragiles et les établissements d'enseignement les plus vulnérables, sans être inférieures à 20 %.

S'agissant des établissements privés sous contrat, il sera tenu compte dans les propositions des conditions fixées par la loi, notamment les articles L151-4 et L442-7 du code de l'éducation.

Le versement de la subvention se fera uniquement sur production d'une **attestation de démarrage des travaux signée du maître d'ouvrage**.

D- Modalités d'instruction des dossiers

Les porteurs éligibles indiqués au paragraphe B devront adresser leurs dossiers de demande de subvention au service du cabinet du préfet de la Drôme par voie dématérialisée.

Les dossiers devront respecter la composition suivante, sachant qu'il est possible pour chaque porteur de déposer une demande globale pour l'ensemble des établissements placés sous sa responsabilité :

- CERFA de demande de subvention intégralement complété.

- Fiche décrivant pour chaque demande le ou les établissement(s) concerné(s), la désignation de cet (ou ces) établissement(s) et les travaux prévus pour chaque site en cas de dispositif de caméras de vidéoprotection ; il conviendra de préciser leur nombre et les emplacements prévus.

- Les estimations financières ou devis détaillés des travaux à effectuer (plusieurs établissements, ces estimations ou devis devront prévoir le détail des travaux pour chaque établissement).

- Une attestation du porteur du projet que le ou les établissements concernés par la demande de subvention disposent effectivement d'un plan de mise en sûreté de l'établissement au risque terroriste.

- Pour les établissements privés sous contrat, une attestation précisant le montant de leurs dépenses annuelles afin de calculer le montant maximum de subvention possible (limité à une dixième des dépenses annuelles pour ces établissements).

- Un relevé d'identité bancaire.

A noter que l'attestation de démarrage des travaux signée du maître d'ouvrage et la délibération du conseil municipal pourront être transmises ultérieurement, dès lors que vous serez en mesure de les adresser.

E- Transmission des dossiers prêts à être financés

Vous voudrez bien transmettre vos dossiers complets par voie électronique **au plus tard le 10 novembre 2020 (délai de rigueur)** sur la boîte fonctionnelle :

pref-fipd@drome.gouv.fr

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de Cabinet

Bertrand DUCROS